



Personnels et étudiant·es de l'Enseignement supérieur et de la recherche : l'extrême droite ne doit pas arriver au pouvoir !

L'extrême droite a obtenu presque 40% des suffrages exprimés aux élections européennes. Les prochaines élections législatives laissent craindre une arrivée imminente au pouvoir du Rassemblement national. **Nous rappelons solennellement notre opposition aux idées d'extrême droite dont les valeurs et les idées constituent une menace pour le service public de l'enseignement supérieur et la recherche (ESR), lieu d'émancipation par les savoirs, de vie sociale et de développement de l'esprit critique.**

L'extrême droite a une vision réactionnaire et liberticide pour l'ESR : la mise en œuvre de son programme aurait des effets terribles. L'extrême droite ne condamne jamais l'insuffisance des moyens dans les universités, les services et les laboratoires, ni ne parle de la dégradation des conditions de travail pour tous les personnels. Son programme pour l'ESR, c'est la préférence nationale pour les étudiant·es et les personnels, la mise au pas réactionnaire en matière pédagogique, la répression de toute contestation, la priorité à l'apprentissage et aux cadeaux fiscaux aux entreprises, le soutien aux formations privées, des "bourses au mérite"...

Les valeurs que nous portons, en tant que personnels de l'ESR et étudiant·es sont à l'opposé de cela. Pour nous priment les valeurs d'égalité, de solidarité, de laïcité, de tolérance et vivre-ensemble contre l'obscurantisme, l'autoritarisme, l'exaltation des préjugés et des divisions, contre le racisme, l'antisémitisme, les LGBTIphobies, le sexisme et toutes les discriminations.

Nos organisations ont alerté à de nombreuses reprises le ministère de l'Enseignement Supérieur et la recherche sur le danger d'imposer, au mépris du dialogue social, certaines de ses réformes qui accentuent les fractures sociales. Dans l'ESR comme ailleurs, ces pratiques piétinent la démocratie sociale et nourrissent un désarroi grandissant chez nos collègues et plus largement une grave crise démocratique.

Le gouvernement actuel porte une lourde responsabilité. Par toutes les mesures anti-sociales qu'il a prises (loi retraites, loi immigration, assurance-chômage, mesures contre les étudiant·es étrangers·ères, ...), le gouvernement Macron, a contribué à cette montée de l'extrême droite dans notre société.

Contre l'arrivée au pouvoir du Rassemblement national, dans l'unité syndicale, nos organisations appellent dès maintenant les personnels et les étudiant·es à se mobiliser massivement pour empêcher l'extrême droite de parvenir au gouvernement.

Signataires: Snesup FSU, Snacs FSU, Snep FSU, Snasub FSU, CGT Ferc Sup, CGT Inrae, CGT Sntrs, SUD éducation, SUD Recherche, Snpptes, SUP Recherche UNSA, A&I-UNSA, UNSA ITRF BIO, Cfdt, FAGE, Union Étudiante, UNEF, FSE, Solidaires étudiant·e·s

À Montreuil, le mardi 11 juin 2024

Ne laissons pas l'extrême droite arriver au pouvoir !

Après avoir déroulé le tapis rouge à l'extrême droite, et avoir pratiqué une politique antisociale, le président Macron souhaite désormais offrir les clés de Matignon au rassemblement national.

Depuis plusieurs mois, les travailleurs du commerce et des services luttent contre la casse de leurs droits pendant les JOP, et pour seule réponse, le gouvernement et le patronat nous accusaient de vouloir entacher l'image d'une France accueillante.

Aujourd'hui, le président Macron a fait le choix irresponsable qu'un premier ministre d'extrême droite puisse accueillir le monde entier, quelle image de la France envoyons-nous au monde !

L'extrême droite n'a jamais été et ne sera jamais du côté des travailleurs ! Son arrivée au pouvoir serait désastreuse pour toute la classe travailleuse. L'extrême droite ne porte qu'un programme ultra libéral et antisocial exclusivement basé sur les intérêts du capital.

La Fédération CGT Commerce et Services appelle tous les travailleurs du commerce et des services à participer massivement à toutes les mobilisations dans les départements contre l'extrême droite et contre la politique de Macron, dès ce week-end.

Au vu de la situation et du danger que représente une extrême droite au pouvoir, la fédération appelle, sans aucune hésitation, l'ensemble des travailleurs du commerce et des services, à voter pour tous les candidat·e·s du Front Populaire aux élections législatives des 30 juin et 7 juillet pour porter les voix des travailleurs.



Communiqué CGT Ville de Paris résultats élections Européennes du 09 juin 2024.

Les résultats des élections européennes du 09 juin 2024 devraient imposer à toutes et tous une analyse concrète des raisons pour lesquelles de nombreux citoyens s'abstiennent ou choisissent le vote « extrême-droite ».

Considérer que l'ensemble de l'électorat RN et Reconquête, plus particulièrement celui issu de la classe ouvrière, a fait un choix d'adhésion aux thèses racistes, xénophobes, homophobes... nous semblerait être une profonde erreur d'analyse qui conduirait à renouveler les conditions de la situation actuelle avec des conséquences encore plus graves dans un avenir proche.

D'une part, ce 9 juin a été l'occasion de sanctionner Macron et sa politique mortifère qui appauvrit la population et détruit l'ensemble des conquêtes sociales.

D'autre part, il s'agissait d'un scrutin européen et, selon nous, ce sont les politiques de l'UE, son fonctionnement ainsi que la soumission de la France à celle-ci qui ont aussi été sanctionnés.

L'abstentionnisme en est également une des formes d'expression.

Personne ou presque ne l'ignore : les politiques nationales ne sont pas indépendantes des décisions européennes dans la plupart des cas :

Les différentes réformes des retraites, les casses successives de l'assurance-chômage, de la Sécurité Sociale...les gels du point d'indice dans la fonction publique, la casse des services publics, la loi El-Khomry, la loi de transformation de la Fonction Publique, le projet Guérini, la future loi Travail N°2..

Alors quel bilan tirer de ces décennies de reculs sociaux et de la capacité des travailleurs organisés à y faire face ?

Quels outils et grilles de lecture la CGT peut-elle mettre à disposition des travailleurs pour les rassembler autour de revendications et d'actions qui permettront un changement radical de politique dans une démocratie populaire réelle ?

Rassembler, faire l'unité du monde du travail exige autre chose que d'appeler à un « front républicain » qui ne sert en réalité qu'aux appareils politiques institutionnels qui matraquent les travailleurs depuis des décennies.

En urgence, la CGT doit appeler à des mobilisations massives sur l'ensemble de ses revendications en matière de retraite, d'assurance-chômage, de salaires, de statut des fonctionnaires, de services publics, de réindustrialisation... mais aussi sur une ligne claire concernant la position de la CGT sur les questions du fonctionnement d'une Europe qui nous impose toutes les lois scélérates de destructions de nos conquies sociaux , qui vont à l'encontre des intérêts du prolétariat et qui nourrissent la finance mondiale.

La souveraineté populaire doit être au centre de nos exigences.

Les syndicats CGT du Comité Ville de Paris, réunis ce matin, se mobiliseront face à la stratégie de « la gauche et de la droite du capital », de son chantage systématique de l'utilisation de l'extrême-droite française et du front républicain, pour faire élire Macron avec ou sans premier ministre d'extrême-droite.

Cet agent des banques Rothschild au service de la finance mondiale, mis en avant sur la scène politique par « la gauche du Capital », n'a fait que contribuer à la montée de l'imposture de l'extrême-droite française qui atteint aujourd'hui près de 40% de vote sur le scrutin des Européennes !

Contre le capitalisme et l'extrême-droite qui sont les deux faces d'une même pièce, la CGT dans son unité doit faire irruption dans ce coup de poker mortifère, imposé par Macron dans les législatives des 30 juin et 07 juillet prochain, par la grève et par l'action pour porter radicalement l'ensemble des revendications du monde du travail. Nous devons dénoncer haut et fort l'imposture de l'extrême-droite française qui vote systématiquement tous les reculs sociaux contre les intérêts du prolétariat, notamment le refus de l'augmentation généralisé des salaires voté défavorablement par l'axe RN / Renaissance / LR.

Nous devons faire de chaque journée jusqu'aux élections législatives, front commun contre tous les courants capitalistes réformistes au pouvoir et bâtir par l'unité des travailleurs et l'action collective le rapport de force le plus déterminé possible.

Paris, le 10 juin 2024

« le fascisme n'est pas le contraire de la démocratie, mais son évolution par temps de crise »

Bertolt Brecht



COMMUNIQUE DE L'UNION DEPARTEMENTALE CGT 17

Chers(es) camarades,

Le résultat des élections Européennes et la dissolution de l'assemblée nationale obligent, les organisations syndicales et les citoyen-nes à refonder d'urgence et de façon durable une nouvelle unité.

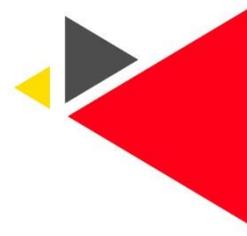
L'Union Départementale CGT 17 appelle tous les syndicats d'actifs comme retraités et toutes les consciences démocratiques à prendre la mesure de la gravité de ce moment en ce qui concerne les libertés publiques et les droits fondamentaux tant dans le monde du travail que dans la société. Il reste moins de 20 jours pour fédérer au-delà des clivages habituels les forces sociales démocratiques et progressistes, qu'elles soient syndicales, politiques, associatives ou citoyennes.

L'Union Départementale cgt 17 appelle à rejoindre le rassemblement prévu ce lundi 10 juin, à 20H sur le vieux port à La Rochelle.

Avec au niveau national un score de 37,5% (RN 32,4% et Reconquête 5,1%) pour l'extrême droite, c'est le plus haut score fascisant sous la V^e République. C'est un moment charnière au niveau national comme européen.

La décision de dissolution de l'Assemblée Nationale est une seconde secousse.

En ce sens, et pour construire les conditions d'un monde du travail et d'une société fondés sur la justice sociale et écologique, mettant en œuvre le partage des richesses, l'accueil et la paix, l'Union départementale 17 se tourne aujourd'hui vers l'intersyndicale de Charente Maritime et vu les circonstances, vers les collectifs, les associations et les partis politiques. Il est d'une urgence absolue de créer, sur ces bases, les conditions d'une lutte renforcée contre les idées de l'extrême droite et le risque de son accession imminente au pouvoir.



Il s'agit :

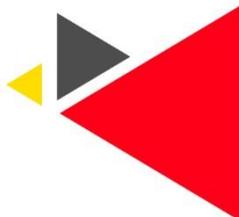
- de déconstruire l'imposture sociale sur laquelle communique l'extrême droite et qui séduit de trop nombreux-ses salarié-es notamment sur la question de la retraite à 60 ans : le RN vote systématiquement contre l'augmentation des salaires et des pensions, contre le rétablissement de l'ISF*, contre l'encadrement des loyers, contre les droits et les aides sociales, contre les droits des femmes et des minorités de genre.
- de déconstruire l'anti-libéralisme de façade de l'extrême droite : l'extrême droite ne conteste pas le libéralisme. Elle se nourrit de ses crises récurrentes et détourne les citoyennes des vraies responsabilités économiques, inégalitaires, en désignant de faux-coupables : l'étranger, l'autre, le "faible" tout autant que le groupe minoritaire et sa différence. Elle recueille les voix des plus riches. Les colères de personnes démuni-es, en précarité, voire en volonté de contestation du système, doivent impérativement trouver d'autres canaux d'expression que le vote d'extrême droite d'ici fin juin.
- de construire dans l'unité un chemin qui, en partant des exploitations économiques, sociales et écologiques, s'attaque à toutes les formes de domination, d'inégalités, d'injustices et de discriminations, au travail comme dans l'ensemble de la société.

Nous vous attendons nombreuses et nombreux à 20 heures sur le Vieux Port avec nos couleurs.

Fraternellement.

Lagord, le 10 juin 2024

Yvonne GABORIT
Secrétaire Générale
De l'Union Départementale Cgt 17





Communiqué de Presse

Dans L'Orne comme en France, face aux extrêmes-droites, un Front Populaire doit se dresser !

Un électeur.trice sur 2 dans l'Orne ne s'est pas exprimé.e. Presque un.e sur deux a porté sa voix sur les partis d'extrêmes-droites.

La droite législative de Mme Louwagie, M. Nury ne rassemble qu'à peine 10% des suffrages exprimés. Le parti gouvernemental est disqualifié.

85% du monde du travail est constitué de salarié.es.

L'Union Départementale CGT de l'Orne appelle les travailleuses et travailleurs, les privé.es d'emploi, les retraité.es, à se lever sans délai pour éviter la catastrophe organisée par MACRON, l'extrême droite, le grand patronat, avec la dissolution de l'Assemblée Nationale.

La justice sociale, la redistribution des richesses créées par le monde du travail salarié, la revitalisation des services publics de proximité et de qualité avec les emplois nécessaires, la réindustrialisation respectueuse de la planète, reposent, entre autres, sur l'engagement des partis de gauche et écologistes. C'est pourquoi les forces de gauche doivent s'unir et rompre avec la politique capitaliste.

Les plus de 25 000 électrices et électeurs ornais.es qui ont porté leurs suffrages sur les partis de gauche et écologistes doivent gagner celles et ceux qui ne se sont pas exprimé.es ce 9 juin, mais aussi celles et ceux qui se sont fait bernier par l'imposture des discours sociaux, sociétaux des extrêmes-droites.

Faché.es, désabusé.es, excédé.es, vous en avez le droit devant la politique capitaliste, réactionnaire, liberticide, antisyndicale menée depuis trop longtemps !

Les dégâts de cette politique, nous les vivons tous les jours. Pouvoir d'achat en berne, conditions de travail dégradées, aggravation de la précarité, salaires trop bas, difficultés à vivre et à vieillir dignement, à se soigner, etc. nous révoltent !

L'Union Départementale CGT de L'Orne appelle à la syndicalisation, à l'organisation dans les entreprises, à faire vivre les revendications et, dans l'immédiat, à aller voter les 30 juin et 7 juillet prochains pour faire naître et vivre un grand front populaire portant l'espérance de la justice sociale, sociétale, environnementale.

Alençon le 10 juin 2024.

Pour l'Union Départementale CGT de l'Orne
La Secrétaire Générale
Isabelle Ledoux



Résistance ! Après les élections européennes.

Le bureau de l'Union Départementale CGT de la Somme s'est réuni, et a discuté des résultats aux élections européennes. Notre confédération CGT écrit :

« C'est avec une énorme colère que la CGT accueille ces résultats alors qu'elle alerte, en vain, depuis des années. Emmanuel Macron en porte la première responsabilité. Il n'a cessé de banaliser le Rassemblement National en reprenant ses thèses, et mène avec le patronat une politique sociale violente qui accredit l'idée que la seule alternative serait l'extrême droite. »

D'où vient le résultat électoral d'hier soir, mettant l'extrême droite en tête, si ce n'est des politiques de casse sociale qui ont été menées depuis des décennies par les gouvernements de droite comme de gauche, qui ont attaqué comme jamais les droits des travailleurs, se sont efforcés de détruire le code du travail, s'attaquer aux chômeurs, précariser le travail comme jamais, nous imposer 2 ans de travail ferme par 49-3 ?

Macron et Marine Le Pen, main dans la main, n'ont cessé d'attaquer les conquêtes sociales. Pour assurer sa survie et continuer à attaquer les conquêtes sociales, alors qu'il était massivement rejeté, Macron n'a eu de cesse de faire monter le RN. **Ensemble ils votent contre l'augmentation du SMIC, votent la loi immigration, votent contre les prix planchers dans l'agriculture, votent pour le secret des affaires, sont en « soutien inconditionnel à Israël » responsable d'un génocide. Alliés pour tout détruire, ils votent ensemble contre les travailleurs, au service du capital.**

Oui il faut résister à l'extrême droite. On ne résiste pas à l'extrême droite, en mettant en œuvre ses idées, contre les libertés, ou avec la loi immigration, comme le fait Macron.

Pour l'UD CGT Somme, il est urgent de faire l'unité pour battre la droite au pouvoir et l'extrême droite qu'elle a mis en selle. Pour les battre il faut la satisfaction des revendications des travailleurs. C'est pourquoi l'UD CGT appelle aux prochaines législatives à voter pour :

La retraite à 60 ans !

L'annulation de la réforme des retraites et de la réforme de l'assurance chômage

L'augmentation générale des salaires et des pensions

La défense de la fonction publique basée sur le statut, la défense de l'école, de l'hôpital, des services publics

L'abrogation des lois travail et l'annulation des lois travail à venir

Le retrait de la loi immigration

La défense et le rétablissement des libertés démocratiques de revendiquer de manifester, et l'arrêt de la répression syndicale, le retrait de toutes les lois « sécuritaires » !

Le cessez le feu en Ukraine et en Palestine, l'arrêt du génocide à Gaza, l'embargo sur les livraisons d'armes à Israël.

Sur ces bases, réalisons l'unité pour battre la droite extrême de Macron, et l'extrême droite ! Les 30 juin et 7 juillet prochain, votons massivement pour nos revendications !

Amiens, le 10 juin 2024



LETTRE OUVERTE AUX PARTIS POLITIQUES PROGRESSISTES DU VAR

L'Union Départementale des Syndicats CGT du Var a réuni ce lundi 10 juin ses responsables syndicaux suite aux résultats des élections européennes et à l'annonce de dissolution de l'Assemblée Nationale de ce dimanche 9 juin 2024.

Nous avons décidé d'interpeller tous les partis politiques progressistes varois dans le but de trouver le chemin de la raison et de **pousser les forces de gauche à s'unir** contre toutes les politiques libérales, réactionnaires, d'extrême droite, néfastes au monde du travail, aux retraités et aux privés d'emplois.

L'UD des Syndicats CGT du Var prendra toute sa place dans la campagne des législatives qui s'ouvre si une entente nationale des forces de gauche se concrétise et donne un espoir à tous les travailleurs, les retraités et les privés d'emploi du pays en particulier sur :

- L'urgence sociale et environnementale
- Des propositions fortes pour augmenter les salaires et les pensions
- Défendre notre industrie et nos services publics
- Gagner le droit à la retraite à 60 ans

L'heure est grave. Il est minuit.

A l'instar du monde syndical, depuis la lutte contre la réforme des retraites, il est vital qu'un rassemblement progressiste devienne une évidence pour chacun.

Le monde du travail est en attente de réelles perspectives, soyez à la hauteur afin de présenter des listes unies lors des élections du 30 juin et du 7 juillet 2024. **La situation l'exige.**



LA FEDERATION COMMUNIQUE

COUP D'ÉTAT DE MACRON

LA RÉSISTIBLE ASCENSION

Roux de Bézieux, patron des patrons de l'époque, annonçait que l'extrême-droite était « un mal nécessaire ». Cette pirouette sémantique traçait le chemin voulu par le patronat. Macron, l'homme des banques d'affaires, en bon serviteur de ces milieux, met en œuvre cet objectif. En proclamant des élections législatives anticipées, Macron suit, à peine une demi-heure plus tard, la demande de la tête de liste du Rn aux élections européennes. Certains disent qu'il n'y a pas de jeu de hasard en politique, ni de partie de dés. Seuls, les naïfs peuvent être dupés par ce jeu de rôle. Nous avons affaire à un coup d'Etat constitutionnel. C'est bien la démonstration que le feu envahit les manoirs de la grande bourgeoisie. Après la montée des luttes revendicatives dans les entreprises, les multiples émeutes, les immenses manifestations d'il y a tout juste un an contre la réforme des retraites ont fait sentir le vent du boulet du mécontentement populaire et d'une réelle conscience de classe massive.

Si nous mesurons tous les enjeux de la situation, ce n'est pas ces coups médiatiques théâtraux ou de grand-Guignol qui solutionneront la crise systémique du capitalisme. Le patronat et le grand capital sont prêts à tous les coups pour maintenir et augmenter leur taux de profit. Pour cela, ils choisissent le bâton, la mise en cause des libertés, la démocratie bafouée par l'utilisation répétée du 49-3, les attaques accentuées contre les droits syndicaux, la remise en cause des conquises sociales, des conventions collectives et des emplois.

Nous sommes conscients des enjeux posés aux travailleurs et au peuple de notre pays dans cette situation. « *Quand les blés sont sous la grêle, fou qui fait le délicat, fou qui songe à ses querelles au cœur du combat commun...* » disait Aragon dans une période dramatique. Et pourtant, les conditions existent pour rendre réversible cette prise de pouvoir fasciste. Pour cela, toutes les luttes, toutes les initiatives, tous les rassemblements sont indispensables et en capacité de construire des perspectives démocratiques, sociales, culturelles, environnementales et solidaires. Notre pays a les moyens économiques de les mettre en œuvre.

Dans ce sens, notre fédération juge utile tous combats rassembleurs sur des bases claires et combatives. Faire échec aux politiques patronales passe par la satisfaction des revendications sociales et économiques des travailleurs, le renforcement de la démocratie, la conquête de libertés nouvelles participant de la construction d'une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Les rapports de force au niveau mondial confirment que la France et l'Europe peuvent sortir de cet engrenage mortifère guidé par les seuls intérêts de classe de la grande bourgeoisie. C'est bien dans l'exemple du Conseil national de la Résistance de 1943 que nous devons puiser. Il a fait une large place aux avancées démocratiques et progressistes qui ont permis de redresser et reconstruire le pays saccagé par l'occupation nazie et l'assujettissement honteux du pétainisme. Il a sorti notre pays des griffes des intérêts barbares.

Notre fédération s'inscrit dès maintenant dans toutes les actions et manifestations en développement. Elle appelle à la grève le 20 juin. Notre fédération sera de tous les combats pour construire de nouveaux jours heureux.

Montreuil, le 10 juin 2024



Contre l'extrême droite, le combat doit s'amplifier !

Après la décision du président de la République de dissoudre l'Assemblée nationale, qui fait courir l'énorme danger de voir le Rassemblement national accéder au pouvoir, le SNJ-CGT exhorte les forces de gauche à effectuer un sursaut unitaire immédiat.

Le SNJ-CGT appelle également à participer à toutes les initiatives - rassemblements, manifestations, prises de parole... - pour refuser l'inimaginable.

Devant l'ampleur de la défaite, Emmanuel Macron a donc plié aux injonctions du Rassemblement national, qui recueille plus de 31% de voix aux élections européennes, auxquelles s'ajoutent les plus de 5% de Reconquête.

Après son élection en 2017, le président avait promis qu'il « ferai[t] tout pour [que les électeurs] n'aient plus aucune raison de voter pour les extrêmes ». Sept ans plus tard, le bilan est accablant. L'extrême droite est plus que jamais aux portes de pouvoir.

Le RN peut se réjouir d'avoir bénéficié d'un véritable marche-pied de la part de gouvernements qui n'ont pas hésité à reculer de deux ans l'âge de la retraite malgré les millions de manifestants dans les rues, à mettre en pièce l'indemnisation du chômage ou à reprendre, purement et simplement, les recettes de l'extrême droite pour sa loi « asile-immigration ».

L'extrême droite s'est toujours bâtie sur le rejet de l'autre, sur la haine et la division.

L'extrême droite n'a jamais été et ne sera jamais l'alliée des travailleuses et des travailleurs.

Dans un récent argumentaire ([lire ici](#)), la CGT rappelle qu'au Parlement européen, le RN a voté :

- contre la mise en place de salaires minima en Europe
- contre l'encadrement de la rémunération des stagiaires
- contre un mécanisme visant à réduire l'inégalité salariale entre femmes et hommes
- contre la revalorisation des personnels soignants
- contre la consolidation des droits des Comités d'entreprise européens
- contre un soutien aux ménages dans le cadre de la transition écologique

- contre des objectifs en faveur de l'emploi et de la formation et contre la pauvreté
- contre la protection des travailleurs précaires des plateformes.

Qu'il s'agisse de ses vitrines politiques ou des multiples groupuscules qui la constituent, l'extrême droite est également l'ennemie de la liberté de la presse. De nombreux journalistes qui enquêtent sur son fonctionnement ou décryptent ses discours, sont victimes d'agressions, physiques ou verbales. Il est d'ailleurs à craindre que ces résultats aux élections européennes donnent des ailes à certains, pour pousser la violence encore plus loin.

Là où elle a pris le pouvoir en Europe, comme en Italie ou en Hongrie, l'extrême droite s'efforce de mettre les journalistes au pas, en particulier dans l'audiovisuel public, en y nommant ses affidés et en s'adonnant à la censure.

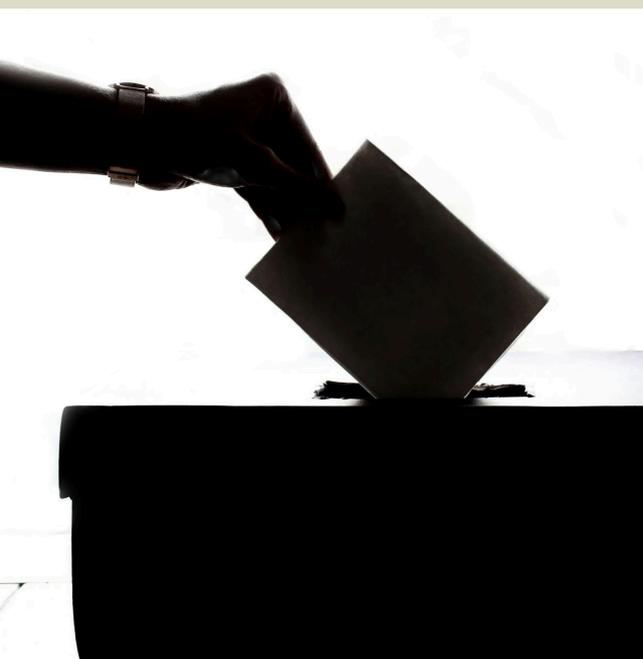
En France, certains médias, notamment ceux aux mains de Bolloré mais pas seulement, portent en outre une grave responsabilité, du fait de la complaisance dont ils font preuve, voire de la promotion qu'ils assurent aux idées de haine et de division de l'extrême droite ou en entretenant un climat propice à ces dernières.

Le SNJ-CGT appelle plus que jamais les journalistes à faire leur travail d'enquête et d'analyse, en documentant et en mettant en perspective le véritable visage de l'extrême droite.

Montreuil, le 10 juin 2024.

POUR UN SURSAUT DEMOCRATIQUE

Devant l'ampleur de la défaite, **Emmanuel Macron a cédé aux injonctions du Rassemblement National**, qui a obtenu plus de 31% des voix aux élections européennes. Auxquelles s'ajoutent les plus de 5% de Reconquête, **ils sont aux portes de Matignon**. Bien évidemment, la faute en revient directement aux différents gouvernements successifs qui ont fait la part belle aux idées d'extrême droite, au patronat, au libéralisme et au capital... Le dernier gouvernement a voté en s'alliant au RN pour que des textes législatifs, **de préférence nationale**, puissent voir le jour.



AVANT LA DÉCISION DE DISSOUDRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

avait promis qu'il ferait tout pour que les électeurs n'aient plus aucune raison de voter pour les extrêmes. Sept ans plus tard, l'extrême droite est plus que jamais aux portes du pouvoir.

L'UD CGT du Doubs

exhorte toutes les forces politiques de gauche à effectuer un sursaut unitaire immédiat, sincère, empreint de justice sociale.

L'UD CGT du Doubs

appelle également tous nos syndiqués, sympathisants, humanistes... à participer à toutes les initiatives – rassemblements, manifestations, prises de parole... pour refuser l'impensable.

Le RN peut se réjouir d'avoir bénéficié d'un véritable marchepied de la part de gouvernements qui n'ont pas hésité à reculer l'âge de la retraite malgré les millions de manifestants dans les rues, à mettre en pièces l'indemnisation du chômage ou à reprendre, purement et simplement, les recettes de l'extrême droite pour sa loi « asile-immigration ».

L'UD CGT Doubs appelle à résister !



L'extrême droite est bâtie sur le rejet de l'autre, sur la haine et la division. L'extrême droite n'a jamais été et ne sera jamais l'alliée des travailleuses et des travailleurs.

ELLE EST :

- contre la mise en place du salaire minimum en Europe,
- contre l'encadrement de la rémunération des stagiaires,
- contre un mécanisme visant à réduire l'inégalité salariale entre femmes et hommes,
- contre la revalorisation des personnels soignants,
- contre la consolidation des droits des comités d'entreprise européens,
- contre un soutien aux ménages dans le cadre de la transition écologique,
- contre des objectifs en faveur de l'emploi, de la formation et de la lutte contre la pauvreté,
- contre la protection des travailleurs précaires des plateformes,
- contre l'augmentation généralisée des salaires et des pensions,
- contre l'augmentation du SMIC...

Qu'il s'agisse de ses vitrines politiques qui la constituent, l'extrême droite est l'ennemie de la liberté de la presse, du syndicalisme, de la liberté d'expression... de l'autre !

**Notre ADN à la CGT est fait de solidarité, de fraternité, d'humanisme.
Nos différences sont nos richesses.**

POUR UNE FRANCE LIBRE, ÉGALITAIRE, FRATERNELLE.

Pas une voix aux partis d'extrême droite, à leurs multiples groupuscules et à leurs consorts !



L'imposture sociale du Rassemblement National

Le rôle de la CGT est de vous donner des éléments de réflexion fondés sur des réalités concrètes dont les médias ne vous informent jamais. Pour cela, les positions et votes du RN à l'Assemblée Nationale n'ont même pas besoin de commentaires.

Ce parti xénophobe veut encore une fois apparaître comme étant un parti qui serait du côté des salariés, des retraités, des précaires... C'est-à-dire proche de nous ??? **C'est une imposture !!!**

Pour ne pas alourdir le propos, un seul exemple significatif de ce double langage : le RN a abandonné la revendication de la retraite à 60 ans . Son programme en la matière est tout aussi libéral que celui de Macron .

Proche du patronat, poujadiste, ce parti fasciste demande des augmentations de salaires en échange de baisses de cotisations patronales qui servent à financer les retraites, la Sécurité Sociale

Bien vue la manipulation des cerveaux ! En clair, ce sont les salariés qui paient leur propre augmentation en reniant leurs droits .

Les votes du RN à l'Assemblée Nationale qui trahissent son véritable projet !

A l'Assemblée Nationale, le RN a voté :

Sur le POUVOIR D'ACHAT

- Contre** le blocage des prix des produits de première nécessité
- Contre** la gratuité des cantines scolaires pour les plus modestes
- Contre** la revalorisation des petites retraites
- Contre** la garantie d'autonomie des jeunes à 1063 €
- Contre** le gel des prix des loyers
- Contre** les hébergements d'urgence Travail

Et

- Pour** la fin des droits au chômage après un abandon de poste
- Pour** la fin des allocations de chômage si un refus de CDI à la fin d'un CDD
- Pour** la réduction des droits au chômage des étrangers hors UE
- Pour** l'interdiction de la présence des étrangers au sein des instances représentatives des entreprises IRP
- Pour** la limitation du droit de vote des travailleurs précaires aux élections professionnelles

Sur l'EDUCATION ET CULTURE

- Contre** la gratuité des fournitures scolaires pour les plus modestes
- Contre** l'achat de mangas avec le Pass Culture
- Contre** l'augmentation des budgets des universités
- Pour** l'interdiction de l'écriture inclusive

Sur les SALAIRES :

- Contre** l'augmentation du SMIC
- Contre** l'indexation des salaires sur l'inflation
- Contre** l'encadrement des salaires

Sur l'ÉCOLOGIE

- Contre** la taxation des yachts et jets privés
- Contre** la suppression de la niche fiscale du kérosène aérien

Sur la FISCALITE

- Contre** une taxe sur les revenus supérieurs à 3 millions d'€
- Contre** la taxe sur les super-profits
- Contre** l'augmentation de la TVA sur les produits de luxe
- Contre** la hausse des moyens pour lutter contre la fraude fiscale
- Contre** le rétablissement de l'ISF
- Pour** la hausse du plafond de défiscalisation des heures supplémentaires
- Pour** la baisse des impôts de production CVAE

Sur les SERVICES PUBLICS

- Contre** le recrutement de sapeurs-pompiers et la revalorisation de leurs salaires
- Contre** l'attribution d'un milliard d'€ dans le cadre de la lutte contre les violences faites aux femmes

Ces votes contre les intérêts des travailleurs ne dédouanent en rien les remises en cause de nos conquêtes sociales et la politique du gouvernement Macron . Ils sont la preuve que le RN est un parti au service des riches. Et pourtant Macron a été élu pour faire face au RN et combattre ses idées.

Depuis le RN n'a jamais été aussi fort. **Cherchez l'erreur !**



**FACE À
L'EXTRÊME DROITE :**

FRONT POPULAIRE !

RASSEMBLEMENT PRÉFECTURE GUÉRET

SAMEDI 15 JUIN 2024 À 10 H 30



Communiqué aux cheminot·es

Paris, le 11 juin 2024

FACE À LA MENACE NOTRE UNITÉ !

L'heure est très grave ! Les scores de l'extrême droite à l'issue des élections européennes n'ont jamais été aussi haut. La réponse du Président de la République, qui a largement contribué à amener l'extrême droite à ses scores par des réformes de régression sociale et par le mépris permanent de ses concitoyens, consiste à dissoudre l'Assemblée nationale.

L'ennemi du monde du travail est aux portes du pouvoir. Nous l'avons vu à l'œuvre dans l'histoire et aujourd'hui en Italie ou en Argentine par exemple, en imposant l'austérité sur les salaires et les services publics.

La politique de l'extrême droite est basée sur le racisme, qui met en opposition les travailleuses et travailleurs en fonction de leur nationalité, de leur couleur de peau, leur religion, ou encore leur orientation sexuelle.

Emmanuel Macron est le premier responsable de la progression du Rassemblement National. En effets, les offensives libérales et autoritaires des gouvernements de ces dernières années, le mépris de tous les corps intermédiaires, la surdité aux attentes du peuple, avec l'utilisation abusive du 49.3, notamment lors de la réforme des retraites, ont favorisé l'explosion de l'extrême droite. Avec son coup de poker, le Président de la République risque d'entraîner tout le monde vers l'abîme. En décidant d'organiser des élections législatives en trois semaines, il continue son instrumentalisation très dangereuse de la vie politique et démocratique. **L'extrême droite est un danger pour les cheminotes et cheminots.** Elle est contre le progrès social, contre la diversité, contre l'égalité.

Dans l'unité syndicale, les fédérations CGT – SUD-Rail – CFDT décident d'agir fortement dans l'intérêt de notre camp social !

Nous ne laisserons pas faire. Ni recul social, ni banalisation du racisme, de la xénophobie, de la stigmatisation. Celles et ceux que l'extrême droite prétend défendre aujourd'hui sont celles et ceux que l'extrême droite abandonnera dès qu'elle sera au pouvoir. Le programme et la nature du RN c'est la restriction des droits des salarié·es.

Nous affirmons qu'en tant qu'organisations syndicales, réunissant des milliers de cheminotes et cheminots, nous sommes des acteurs déterminants du progrès social. Pour battre l'extrême droite, le monde du travail a besoin d'espoir et de perspectives sociales reprenant nos dernières luttes interprofessionnelles et, dans le ferroviaire :

- L'annulation de la réforme sur la retraite
- La fin de la concurrence et le retour à un service public ferroviaire pour toutes et pour tous, partout sur le territoire
- L'arrêt du processus de la liquidation de Fret SNCF
- L'engagement d'un statut social de haut niveau commun à l'ensemble des salarié·es dans le secteur ferroviaire

Comme l'intersyndicale interprofessionnelle l'a décidé, nos fédérations cheminotes appellent à manifester le plus largement possible ce week-end pour porter la nécessité d'alternatives de progrès pour le monde du travail.

Conscientes de notre place dans la vie citoyenne, elles appellent l'ensemble des cheminotes et cheminots à agir les 30 juin et 07 juillet prochain, mais aussi après pour que nos revendications deviennent réalité.

**On n'essaie pas l'extrême droite !
Le mouvement social doit prendre son destin en main ; nous allons y contribuer**